



**PERSPECTIVES** Au train où vont les choses, le Maroc arriverait sans doute à une consommation plus grande d'énergie, dépassant ses moyens. Des prévisions établissent sa demande en énergie primaire en 2030 à 35 ou 40 millions TEP. Mais une bonne stratégie peut réduire ce chiffre.

### HAKIM ARIF

**L**e marché énergétique est sans doute le marché le plus instable et le moins prévisible de tous. Il est aussi le marché le plus sensible aux vicissitudes géopolitiques. Qu'un conflit éclate impliquant un pays ou une zone productrice de pétrole et les prix flambent. Pour les pays en développement, la

facture devient insupportable. Certains seront obligés soit de réduire leur consommation, soit de faire l'impasse sur des besoins sociaux. Pour faire face à cette grande incertitude, les pouvoirs publics doivent assurer une bonne gouvernance énergétique. Ce n'est pas une mince affaire. «La bonne gouvernance constitue l'outil principal pour assurer

une croissance responsable qui allie développement économique, protection de l'environnement et réduction des inégalités», assure le ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement qui a élaboré une stratégie intégrée visant une meilleure disponibilité de ressources énergétiques. Il était en fait temps.

Selon les chiffres de 2007, le Maroc importait 97% de ses approvisionnements en énergie. Cette forte dépendance de l'extérieur combinée à la tendance haussière des cours des produits énergétiques, notamment du pétrole qui représente près de 60% de la consommation énergétique totale, grève lourdement les finances du pays. La facture énergétique s'est chiffrée à 53 milliards DH en 2007 et serait de l'ordre de 70 milliards DH en 2008 avec la flambée des prix du brut contre seulement 21 milliards DH en 2003. La part du pétrole absorbe plus de 85% de ces montants. Pour atténuer l'impact de l'escalade des prix sur les

consommateurs et les secteurs productifs, le soutien du budget de l'Etat aux produits pétroliers s'est alourdi, passant de 700 millions DH en 2003 à 3,4 puis à 10,7 milliards DH respectivement en 2004 et 2007, pour grimper à plus de 25 milliards DH en 2008. La consommation de l'énergie primaire au Maroc s'est établie à 13,7 millions de TEP en 2007, en croissance de 5,2% par rapport à 2006, tirée par l'augmentation de la consommation électrique de 7,1%. Durant les cinq dernières années, la demande électrique a crû de 8% par an, en raison de la quasi-généralisation de l'accès à l'électricité et de l'ex-

pansion économique, produisant une tension sur l'offre, faute d'investissements à temps dans les installations de production pour y répondre. Le déficit ainsi créé a entraîné en particulier une dépendance structurelle de l'interconnexion avec l'Espagne pour le combler.

A l'horizon 2030, si aucune politique rigoureuse n'est mise en place, la demande en énergie primaire pourrait grimper à 35 ou même 40 millions TEP. Dans le cas d'une bonne stratégie, on n'en arriverait sans doute pas à ces sommets se limitant à une fourchette de 27-32 millions TEP. Quant à la consommation électrique, qui est de 22 TWH en 2007, elle pourrait passer à 85 TWH dans le premier cas et à 65 TWH dans le second, exigeant pour la satisfaire 58% de l'énergie primaire au lieu de 41% aujourd'hui.

Cette vision a permis de mettre en place une nouvelle stratégie énergétique. «Elle a été élaborée sur la base d'options technologiques et économiques réalistes dans le cadre d'une vision prospective claire», explique le ministère, pour qui les objectifs stratégiques fixés visent à «assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique, à garantir la disponibilité et l'accessibilité de

**Si rien n'est fait, la demande en énergie primaire pourrait grimper à 35 ou même 40 millions TEP d'ici 2030.**

l'énergie au meilleur coût ainsi qu'à réduire la dépendance énergétique en diversifiant les sources d'énergie, en développant les potentialités énergétiques nationales, en promouvant l'efficacité énergétique dans toutes les activités économiques et sociales».